



16ème législature

Question N° : 7976	De Mme Julie Lechanteux (Rassemblement National - Var)	Question écrite
Ministère interrogé > Santé et prévention		Ministère attributaire > Santé et prévention
Rubrique >établissements de santé	Tête d'analyse >Contre le naufrage de l'hôpital public	Analyse > Contre le naufrage de l'hôpital public.
Question publiée au JO le : 16/05/2023 Date de changement d'attribution : 23/04/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Julie Lechanteux interroge M. le ministre de la santé et de la prévention sur l'érosion des moyens du service public hospitalier de la santé et notamment sur les fermetures de services d'urgence. Mme la députée tient à souligner la situation particulièrement grave vécue par les hôpitaux publics de l'Est-varois. À la suite d'une crise sanitaire, particulièrement épuisante pour le personnel médical, de multiples établissements hospitaliers, sur tout le territoire national, rencontrent de très graves difficultés dans leur gestion quotidienne, les hôpitaux de l'Est-varois n'en sont pas épargnés. Les agents hospitaliers vivent avec un rythme de travail éreintant, qui pour de nombreux agents dépasse les 48 heures par semaine. L'État ne les soutient pas à la hauteur de l'engagement qu'ils mettent dans leur travail. Il faut aussi prendre en compte que les urgences sont un service public vital pour l'ensemble des citoyens, il est essentiel de garantir un accès pérenne aux soins pour tous. Dans le Var, après que le centre hospitalier intercommunal de Fréjus-Saint Raphaël ait fermé plusieurs jours à cause de l'épuisement de son personnel, c'est l'hôpital de la Draguignan qui vit une crise sans précédent. L'hôpital fonctionne depuis 17 mois avec la fermeture de son service d'urgence la nuit alors qu'elle ne devait être que temporaire. À plusieurs reprises, les membres du personnel de l'hôpital Gassin ont témoigné du traitement inhumain causé par le manque de médecins urgentistes dans le centre hospitalier de la Dracénie. L'hôpital est également confronté à une carence de médecins psychiatres qui handicape lourdement le service de psychiatrie. Mme la députée tient à alerter sur le risque que l'Est-varois devienne un désert médical. Elle se réjouit de la réintégration prochaine des soignants suspendus en raison de l'obligation vaccinale qui sont au nombre de 15 000, mais elle invite M. le ministre de la santé et de la prévention à titulariser massivement les contractuels dans la fonction publique hospitalière pour permettre aux hôpitaux publics de sortir dignement de la crise. Ainsi, elle l'interroge sur les moyens humains et matériels qu'il compte mettre en œuvre pour pallier la crise rencontrée par les hôpitaux publics de l'Est-varois.